



La quinzaine nordique

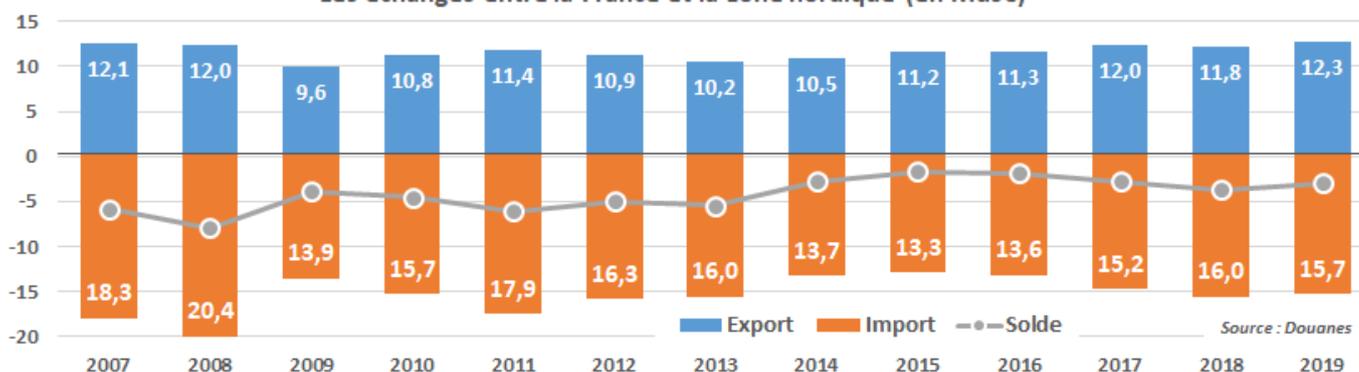
© DG Trésor

N° 191 du 14 février 2020

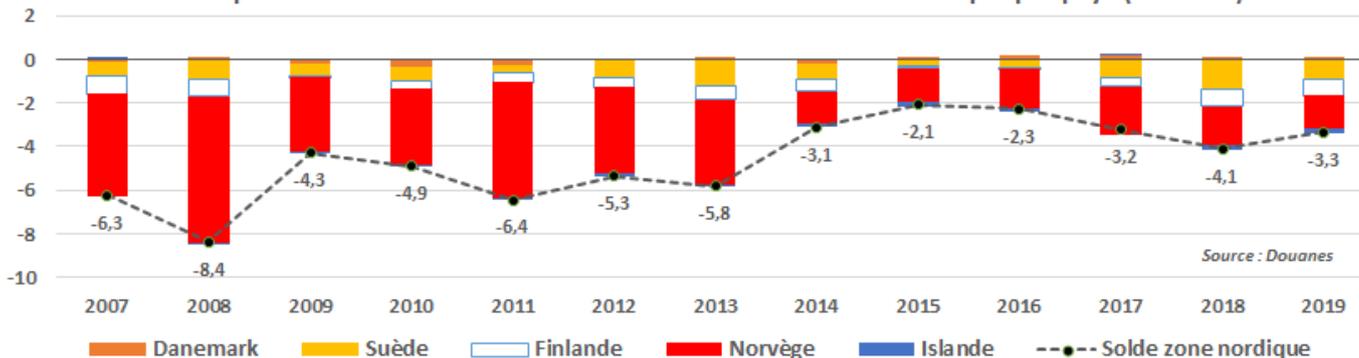
Pays Nordiques

Réduction du déficit commercial vis-à-vis de la zone nordique de près de 20% en 2019. Les douanes françaises ont publié le 7 février les résultats du commerce extérieur de la France : s'agissant des échanges de biens, la zone nordique reste le 10^{ème} client de la France au niveau consolidé, derrière les Pays-Bas et devant la Pologne, avec 12,3 Mds€ d'exportations en 2019, en hausse de 4,1%. Le déficit commercial dans les échanges avec la zone dans son ensemble se résorbe de 19% en 2019, passant de 4,1 à 3,3 Mds€. Seuls les échanges avec le Danemark génèrent un excédent commercial, qui se réduit légèrement (de 56 à 44 M€). Les déficits bilatéraux vis-à-vis de la Finlande (762 M€) et de l'Islande (217 M€) sont stables tandis que ceux générés par nos échanges avec la Suède (890 M€ contre 1,4 Md€ en 2018) et la Norvège (1,5 Md€ après 1,8 Md€ l'an dernier) se réduisent sensiblement. La Suède reste de loin le premier partenaire commercial de la France dans les pays nordiques avec 42% des échanges. Les résultats détaillés du commerce extérieur de la France en 2019 peuvent être consultés [ici](#).

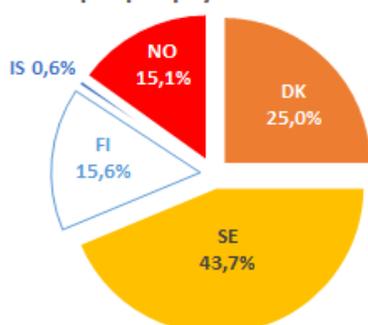
Les échanges entre la France et la zone nordique (en Mds€)



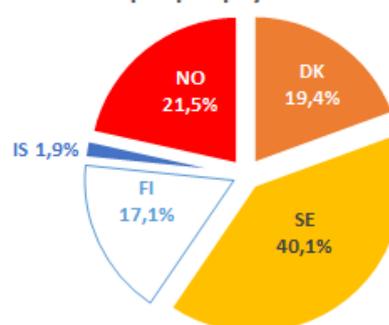
Décomposition du solde commercial de la France dans la zone nordique par pays (en Mds€)



Exportations de la France vers la zone nordique par pays en 2019



Importations de la France depuis la zone nordique par pays en 2019



Source : Douanes



Evolution démographique entre 1990 et 2019. La région nordique compte désormais plus de 27 millions d'habitants, contre 23 millions en 1990. Les 2/3 de cette hausse sont liés à une vague importante d'immigration (2,65 M de personnes), notamment en Suède (immigration nette 1,27 M habitants) mais aussi en Norvège (632 000 personnes). L'évolution démographique entre les pays de la zone contraste toutefois fortement, puisque la population islandaise a augmenté durant cette période de plus de 40% contre 25% pour la Norvège, 20% pour la Suède, 13% pour le Danemark et seulement 11% pour la Finlande. La population au Groenland reste pour sa part quasi-inchangée depuis 1990.

	Population totale		Evolution, 1990-2019			Evolution en %, 1990-2019		
	1990	2019	Total	Augmentation naturelle	Immigration nette	Total	Augmentation naturelle	Immigration nette
Total	23,23 M	27,35 M	4,1 M	1,45 M	2,65 M	17,7	6,2	11,5
Suède	8,53 M	10,23 M	1,7 M	430 000	1,27 M	20	5	14,9
Danemark	5,14 M	5,81 M	671 000	205 000	466 000	13,1	4	9,2
Finlande	4,98 M	5,52 M	544 000	252 000	292 000	10,9	5,1	5,7
Norvège	4,23 M	5,33 M	1,1 M	468 000	632 000	25,9	11,1	14,9
Islande	253 785	356 991	103 206	71 159	31 848	40,7	28	12,5
Groenland	55 558	55 992	434	14 133	-13 699	0,8	25,4	-23,7
Iles Faeroe	47 773	51 336	3 563	8 614	-5 051	7,5	18	-10,4
Åland	24 231	29 789	5 558	956	4 602	22,9	3,9	18,1

Sources : NordRegio 2020 / SER de Stockholm

Réputation/image-pays, la Suède se distingue dans la zone. Le magazine *Monocle* publie chaque année une enquête sur la réputation internationale ou l'image du pays, soit le « soft powers », qui traduit le degré d'attractivité d'un pays et de sa capacité à véhiculer une image positive sur la base des réussites économiques, diplomatiques, scientifiques, entrepreneuriale, culturelles... Le dernier classement fait ressortir la Suède au premier rang exæquo avec le Japon, devant l'Allemagne (3^e position), la France (5^e), le Danemark (14^e), la Finlande (19^e) et la Norvège (20^e).

La proportion d'emplois dans des secteurs fondés sur de hauts niveaux de connaissance est élevée dans les pays nordiques. Le European Centre for Entrepreneurship and Policy Reform a publié son *brain business job index 2020* qui mesure la proportion d'emplois dans des entreprises de pointe dans quatre secteurs (Tech, TIC, services avancés, industries créatives). Les pays nordiques arrivent en tête du classement : la Suède se classe 2^e, le Danemark 3^e, l'Islande 8^e, la Finlande 10^e et la Norvège 12^e. La région de Stockholm (3^e) et celle de Copenhague (8^e) comptent parmi les espaces européens où le *brain business* est le plus développé.

All brain business sectors, jobs per 1 000 working age population									Rank	Region	All brain business sectors, jobs per 1 000 working age population
2019 Rank		2014	2015	2016	2017	2018	2019	% change 2014-19			
1	Switzerland	101	100	99	103	105	106	4.9%	1	Bratislava	189.6
2	Sweden	90	91	94	96	100	102	14.2%	2	Berkshire, Buckinghamshire and Oxfordshire	178.6
3	Denmark	90	91	85	87	88	89	-0.4%	3	Stockholm	178.0
4	Netherlands	78	80	82	84	87	88	11.9%	4	Prague	177.7
5	Luxembourg	82	82	83	82	84	85	2.7%	5	London	173.1
6	United Kingdom	73	76	88	80	80	81	12.2%	6	Paris	166.6
7	Germany	68	70	74	76	78	80	16.3%	7	Budapest	164.7
8	Iceland	78	77	80	79	78	74	-4.2%	8	Copenhagen	149.4
9	Ireland	62	65	70	70	72	73	18.8%	9	Hamburg	146.8
10	Finland	68	68	69	67	70	72	4.8%	10	Oberbayern	142.5
11	Hungary	53	56	60	63	67	71	33.6%			
12	Norway	65	67	66	66	68	70	7.2%			
13	Slovenia	54	56	58	61	64	66	22.0%			
14	Estonia	57	59	60	63	63	65	15.8%			
15	Latvia	48	52	57	60	63	65	37.0%			
16	Czechia	53	55	59	62	63	65	22.0%			

Danemark

Danske Bank est la meilleure banque commerciale au Danemark. Selon la société d'analyse Prospera, elle occupe la première place dans 14 des 19 analyses conduites (selon le service fourni Elle est notamment largement plébiscitée par les clients institutionnels et les grandes entreprises. Son plus proche rival, Nordea, se place en seconde position dans 12 analyses et apparaît être la meilleure pour le « corporate banking ».



L'épargne des ménages demeure élevée au Danemark en 2019. Les ménages danois ont placé 60 Mds DKK (8 Mds€) sur leurs livrets bancaires, si bien que leur épargne à la fin de l'année s'élevait à 956 Mds DKK (128Mds€) selon la Banque nationale. 75% de l'épargne totale appartient à la moitié la plus riche des Danois. En moyenne, chaque Danois adulte possédait plus de 200 000 DKK (27 000 € environ) d'épargne à la fin de l'année 2019 contre 36 000 DKK en 2014 (5 000€).

PFA Klima Plus, la nouvelle solution de pension « verte ». PFA, le plus grand fonds de pension du Danemark, a annoncé le lancement de Klima Plus au début du mois. Les fonds de cette épargne seront investis dans des entreprises et projets qui n'influenceront globalement pas le climat de manière négative à partir de 2025 et dont l'empreinte carbone sera négative à partir de 2030. L'objectif de PFA est à la fois de contribuer à la réduction du réchauffement climatique et d'assurer une épargne à long-terme à ses participants en investissant dans les produits ayant les meilleurs rendements potentiels.

Vers une réduction des profits bancaires en 2020. Nykredit, Danske Bank, Spar Nord et Ringkjøbing prévoient des profits plus faibles en 2020 qu'en 2019, jusqu'à 28% dans le pire scénario. Danske Bank s'attend à ce que ses profits diminuent de près de moitié cette année. Ces perspectives s'inscrivent dans une tendance globale à la baisse des profits bancaires ces dernières années.

Danica Pension s'engage pour la transition énergétique. Alors que Danske Bank présente son bilan de l'exercice 2019 avec des bénéfices en faible hausse à 15,1 Mds DKK (2 Mds€), son fonds de pension s'engage à investir 30 Mds DKK (4 Mds€) en 2023 dans des projets qui contribuent à la transition énergétique. Ce niveau correspond à 3 fois celui de ses investissements « verts » actuels et s'inscrit dans un objectif à horizon 2030 de 100 Mds DKK (13 Mds€) d'investissements en faveur d'une transition verte et durable.

Le nombre de mauvais payeurs au plus bas niveau depuis 2009. En janvier 2020, moins de 195 000 Danois étaient enregistrés au registre des mauvais payeurs (RKI). Ce sont notamment les jeunes de 18 à 30 ans qui sont devenus de « meilleurs payeurs » ces dernières années, alors que la part de personnes âgées dans le registre n'a pas changé. Selon l'organisation professionnelle Finans Danmark, cette différence serait due au fait que la situation économique des personnes âgées dépend principalement de l'importance de leur épargne retraite, et dans une moindre mesure de la bonne santé de l'économie danoise – un facteur qui est, à l'inverse, plus déterminant pour les jeunes.

Finlande

Le gouvernement a publié sa feuille de route en vue d'atteindre la neutralité carbone en 2035. Les émissions sont actuellement de 56 Mt et les puits de carbone de 21 Mt. Le pays devra donc réduire ses émissions de 35 Mt pour atteindre l'objectif de neutralité qu'il s'est fixé. La réunion gouvernementale qui s'est tenue le 3 février a porté sur les mesures à mettre en place pour atteindre l'objectif de la neutralité carbone à l'horizon 2035. Le gouvernement a annoncé la mise en place d'un fonds climatique à hauteur de plusieurs centaines de millions d'€ sur la législature actuelle (2019-2023). Il a également confirmé la baisse du taux d'imposition sur l'électricité des industries au niveau du minimum autorisé par l'UE (0,05 cnt/kWh), et l'élimination du système de remboursement d'impôt sur l'électricité.

L'appel d'offres pour la gestion des trains de banlieue d'Helsinki est désormais terminé. Sur les sept entreprises qui avaient initialement fait part de leur intérêt pour cet appel d'offres, seules deux ont finalement confirmé leur participation. Il s'agit du groupe finlandais VR et d'une autre entreprise dont le nom n'a pas été communiqué. Les deux entreprises se disputent un contrat à hauteur de 600 à 700 M€ sur 10 ans qui entrera en vigueur en juin 2021.

La croissance de la productivité du travail en Finlande a été plus faible que celle de ses principaux partenaires commerciaux depuis une dizaine d'année. Selon un rapport commandé par le ministère de l'Economie, la Finlande n'a pas suffisamment profité des développements technologiques et des investissements dans les technologies de l'information et de la communication (TIC). Si tous les pays industrialisés ont dû faire face à une baisse de la croissance de la productivité du travail durant la dernière décennie, l'évolution de la situation en Finlande a été plus drastique encore (des chiffres précis de comparaison ne sont cependant pas disponibles dans la version anglaise). Le rapport conclut à la nécessité de conduire une politique qui promeut l'innovation en investissant davantage dans l'éducation et les nouvelles technologies, et en encourageant la concurrence et la dérégulation.

Islande

Rio Tinto envisage la fermeture de sa fonderie d'aluminium islandaise. Alors que le marché de l'aluminium est marqué par un ralentissement de la demande et une baisse des prix, le groupe producteur d'aluminium a déclaré que son usine Rio Tinto Iceland Ltd. n'était plus rentable. Selon Rio Tinto, sans une baisse des prix de l'électricité du fournisseur d'énergie national Landsvirkjun, le site, qui emploie environ 500 personnes, pourrait fermer. Actuellement, environ un tiers des coûts de la fonderie sont liés à l'électricité. Rio Tinto est en discussion avec le gouvernement et examinera d'ici le mois de juin les options envisageables afin d'assurer la viabilité économique de l'usine. L'industrie de l'aluminium est un élément important de l'économie islandaise représentant environ un cinquième de ses recettes d'exportation. À partir des



trois fonderies du pays - exploitées par Alcoa, Century Aluminium et Rio Tinto - le pays produit environ 680 000 tonnes par an de métal léger.

Débat au sein du gouvernement sur la vente de Íslandsbanki. Bjarni Benediktsson, le ministre de l'Économie et des Finances, a déclaré que le processus de vente de parts d'Íslandsbanki, l'une des trois grandes banques islandaises et l'une des deux qui appartiennent à l'État, devrait commencer prochainement. Dans un contexte de ralentissement de l'économie, le gouvernement islandais pourrait utiliser le produit de la vente de la banque pour investir dans les infrastructures du pays. Alors que la banque norvégienne DNB a longtemps été le candidat idéal pour l'État islandais, notamment suite à l'accord de gestion de capitaux conclu entre DNB et Íslandsbanki en décembre 2010, un mémorandum de l'agence islandaise des banques d'État a souligné que la Norvège n'était pas intéressée par l'achat de la banque islandaise. Selon une enquête réalisée par Gallup fin 2019, cette vente ne fait l'unanimité ni au sein du gouvernement ni au sein de la population.

Augmentation des émissions de gaz à effet de serre. Selon un rapport publié par le Conseil nordique des ministres, l'Islande et la Norvège sont les deux seuls pays nordiques à avoir augmenté leurs émissions de gaz à effet de serre entre 1990 et 2017. L'Islande est le pays européen qui émet le plus de gaz à effet de serre par habitant. Cependant le pays reste classé au premier rang en ce qui concerne l'utilisation des sources d'énergie renouvelable : 72% de l'énergie utilisée par les Islandais provient de sources d'énergie renouvelables.

Norvège

La Conférence de Trondheim a mis en avant l'égalité salariale et la politique industrielle verte. La Conférence annuelle pour le mouvement syndical a eu lieu les 1^{er} et 2 février. Le Président du Parti rouge, M. Bjørnar Moxnes, a appelé à la création d'un fonds pour les éoliennes offshore. Une coopération plus étroite entre le Parti rouge et le Parti socialiste de gauche a également été discutée. Pour la première fois, le Parti vert a participé à la conférence, représenté par sa porte-parole nationale, Une Bastholm. Celle-ci considère que les mouvements écologistes et syndicaux doivent s'unir pour proposer une politique plus contemporaine.

Le parti travailliste s'oppose à la construction du câble électrique NorthConnect. Dans une tribune d'Aftenposten du 3 février, les deux vice-présidents du Parti travailliste, Hadia Tajik et Bjørnar Skjæran, s'opposent à la construction du câble électrique NorthConnect entre la Norvège et l'Écosse. L'organisation patronale Industri Norge et la Direction générale de l'énergie des ressources hydrauliques (NVA) estiment que le câble augmentera les prix de l'électricité en Norvège (1,7 centime norvégien/kWh). Selon eux, « les entreprises industrielles qui seront fortement touchées sont celles qui, grâce à leur compétence, constituent le socle de la transition verte en Norvège ».

La couronne norvégienne atteint un niveau historiquement faible. Alors qu'elle a atteint en janvier son niveau le plus faible depuis cinq ans, la baisse de la couronne se poursuit en février. Le 4 février, un dollar était vendu 9,28 NOK et un euro 10,27 NOK. Si ces devises ont déjà atteint le même plancher, la comparaison avec d'autres devises permet de constater un niveau historiquement faible. Le conflit commercial entre la Chine et les États-Unis, la baisse globale de l'industrie en 2019 et le coronavirus peuvent être susceptibles d'expliquer cette baisse.

Equinor présente sa feuille de route pour le climat et ses résultats 2019. La compagnie de pétrole et d'énergie a pour objectif la multiplication par dix des énergies renouvelables d'ici 2026, en mettant l'accent sur l'augmentation du nombre de projets de parcs éoliens offshore. Eldar Sætre, PDG, prévoit une augmentation de la production de 7 % en 2020, et une croissance annuelle moyenne de la production d'environ 3 % entre 2019 et 2026. Au quatrième trimestre 2019, Equinor affiche un bénéfice avant impôts de 3,55 Mds \$, contre 4,39 Mds \$ du quatrième trimestre 2018, la compagnie subissant la chute des prix du pétrole et du gaz en Europe et aux États-Unis.

130 000 nouveaux emplois pourront être créés dans les industries vertes à l'horizon 2050. D'après un rapport publié par l'institut de recherche Sintef à la demande de l'organisation patronale NHO, entre 30 000 et 40 000 nouveaux postes sont à prévoir dans le domaine du Carbon Capture and Storage (CCS), 50 000 dans l'éolien offshore, 15 000 dans la production des batteries et 30 000 dans le secteur des fournisseurs. Parallèlement, la demande de pétrole et de gaz norvégiens baissera et 60 000 employés du secteur pourraient perdre leur poste. Selon M. Petter Støa, chercheur à Sintef, les employés du secteur pétrolier étant dix fois plus rentables pour le pays que les employés des autres industries. Il faudra créer 300 000 emplois pour remplacer la moitié de ces postes.

La Norvège revoit à la hausse les engagements pris dans le cadre de l'Accord de Paris. La Norvège a adopté un nouvel objectif de réduction de ses émissions de gaz à effet de serre d'au moins 50 %, voire 55 %, d'ici 2030. Premier pays occidental à revoir à la hausse ses objectifs de réduction de 40 % fixés par l'Accord de Paris en 2015, elle devra faire un effort de réduction de 20 à 25 millions de tonnes d'ici 2030. Le pays peine néanmoins à atteindre ses objectifs, ses émissions ayant augmenté de 1,1 % par rapport à 1990 en dépit de l'engagement pris par le gouvernement de les réduire de 30 % d'ici 2020.

La Norvège contribuera aux efforts d'urgence de l'ONU. Suite à l'appel lancé par l'ONU pour l'aide humanitaire en 2020 en raison des conflits armés et des épisodes météorologiques extrêmes, la Norvège allouera 420 M NOK (42 M €) au Fonds humanitaire de l'ONU (Cerf) et 90 M NOK (9 M €) au Bureau de coordination des affaires humanitaires (Ocha).



Vy remporte l'appel d'offre pour la ligne Narvik-Stockholm. La compagnie norvégienne de chemins de fer, Vy, a remporté l'appel d'offre face à son concurrent suédois SJ, pour reprendre les trains de nuit entre Narvik et Stockholm pour la période 2020-2024. 500 000 passagers voyagent tous les ans sur cette ligne.

Des députés appellent à un contrôle accru du Storting sur les projets pétroliers. Depuis 2012, les projets pétroliers évalués à plus de 20 Mds NOK (2 Mds €) ne sont plus soumis au vote des députés, une réforme justifiée à l'époque par la hausse rapide des coûts dans ce secteur. Ainsi, depuis 2014, le Ministère du pétrole a validé sans consulter le Storting 22 projets pour un montant total de 146,7 Mds NOK (15 Mds €). Dans sept d'entre eux, l'Etat a directement investi 18,8 Mds NOK (1,8 Md €). Si le Ministère du pétrole et de l'énergie défend un dispositif efficace et réactif, des députés libéraux, socialistes de gauche et centristes souhaitent le supprimer pour renforcer la transparence.

Suède

Année record pour les start-ups suédoises qui ont levé plus de 2,5 Mds€ en 2019. L'an 2020 commence très fort. Selon la base de données Nordic Tech List (Bonnier), les start ups suédoises ont levées plus de 2,5 Mds€ en 2019, contre 1 Md€ en 2017 et 1,2Md€ en 2018. L'envolée de l'an passé s'explique essentiellement par les importantes nouvelles émissions menées par la fintech Klarna (525M€) et surtout par Northvolt (860M€) pour la construction d'une «gigafactory» en Suède. Parmi les autres levées de fonds significatives on peut noter celles de VOI (trottinettes électriques) pour 105M€ et de la fintech Bynk (50M€). L'année 2020 se poursuit sur cette lancée avec des levées de fonds de plus de 400M€ en janvier, dont 180M€ pour Klarna, 140M€ pour Kry (médecine en ligne) et 40M€ pour Funnel (automatisation de la collecte de données pour les spécialistes du marketing Entonnoir).

Projet de fusion entre Geely et Volvo Cars. Volvo Cars, filiale du chinois Zhejiang Geely Holding depuis 2010 (et auparavant de Ford), pourraient faire l'objet d'une fusion avec la filiale Geely Automobile group. Les deux acteurs deviendraient alors un constructeur automobile d'envergure mondiale avec 2,1 millions de véhicules vendus pour un CA global approchant 40 Mds€ (2019). L'objectif reste toujours de vendre 3 millions de véhicules d'ici quelques années et la fusion permettrait de faire valoir des synergies financières et technologiques, notamment pour accélérer le développement du parc de véhicules électriques. Si la Fédération suédoise de sous-traitants automobiles (FKG) accueille favorablement cette première déclaration d'intention, le gouvernement suédois reste plus prudent et veut d'abord mesurer l'impact d'une telle consolidation pour Volvo en Suède (lire région de Göteborg) et pour le reste du secteur en termes d'emplois et de R&D. La question du siège de Volvo restera à ce propos important, même si la volonté de faire une double cotation boursière à Hongkong et à Stockholm est bien perçue par les milieux financiers. Le projet de rapprochement sera conduit par Håkan Samuelsson, DG de Volvo Cars, mais l'homme fort pour mener ce projet jusqu'au bout restera Li Shufu, Président de Geely Holding Group et le principal actionnaire de Geely comme de Volvo Cars.

Les milieux d'affaires suédois s'inquiètent de l'impact du virus Corona sur les ventes en Chine. Les signes alarmistes liés à l'épidémie du virus Corona qui touche désormais toute la Chine continentale conjugués à la fermeture d'un grand nombre de lignes aériennes internationales et de plusieurs usines inquiètent les milieux d'affaires locaux et plus particulièrement les groupes qui ont une part substantielle de leurs ventes sur ce marché. Le chiffre d'affaire des grands groupes suédois en Chine représente environ 30Mds€ et certains groupes sont particulièrement dépendant tels que Volvo Cars (22% de son chiffre d'affaires est réalisé sur ce marché), Atlas Coco et Autoliv (chacun 18% de son CA), AstraZeneca (17%), SKF (16%) ABB comme TetraPak (chacun 15%). Les ventes en Chine de l'équipementier télécom Ericsson ou de Volvo AB sont un peu plus limitées (7% chacun) contre 6% pour IKEA. Dans le cas de Volvo Cars qui a vendu 155 000 voitures en Chine en 2019, les usines sont à l'arrêt depuis 3 semaines et H&M a fermé depuis quelques jours 334 de ses 520 boutiques en Chine. Enfin, Postnord, la poste suédo-danoise (60/40% du capital) a décidé de ne plus distribuer de paquets en provenance de la Chine continentale pour des raisons préventives.

Orange recourt à Nokia et Ericsson pour déployer la 5G en France. Ericsson, qui vient d'annoncer l'ouverture de son centre de R&D dans le pôle Paris-Saclay qui emploiera à terme 300 chercheurs dans les domaines 5G, logiciels et cybersécurité, a été choisi avec Nokia par le groupe Orange pour le déploiement de son réseau 5G dans l'Hexagone. Le partenariat avec Ericsson concernera d'abord les régions Ile de France, Nord-Est et Sud-Ouest, zones géographiques où l'équipementier suédois est déjà fournisseur de 2G/3G/4G. La valeur du contrat n'a pas été dévoilée.

SKF renforce sa présence en France avec le rachat de M3M. SKF, le leader mondial du roulement à billes, a racheté le français M3M (Mécanique des Trois-Moutiers), un mécanicien de précision spécialisé dans les boîtes d'essieu pour le secteur ferroviaire. Le site français de M3M, basé à Saint-Cyr-sur-Loire (Indre-et-Loire), compte 50 employés. Le prix d'acquisition n'a pas été dévoilé.

OPA d'Atlas Copco sur l'allemand ISRA Vision. Le géant suédois de l'outillage industriel et des compresseurs et solutions de vide vient de lancer une OPA de 1,1Md€ pour le rachat d'ISRA Vision qui commercialise les technologies de vision et de traitement de l'image industriels qui sont utilisées essentiellement pour l'inspection de la qualité des surfaces. Le groupe allemand est implanté à la Défense et à Lyon.

Le gouvernement suédois doit durcir les sanctions en cas de non respect du bien-être animal. La Commission nationale sur le bien-être animal vient de remettre ses conclusions au gouvernement qui s'est engagé à suivre ses

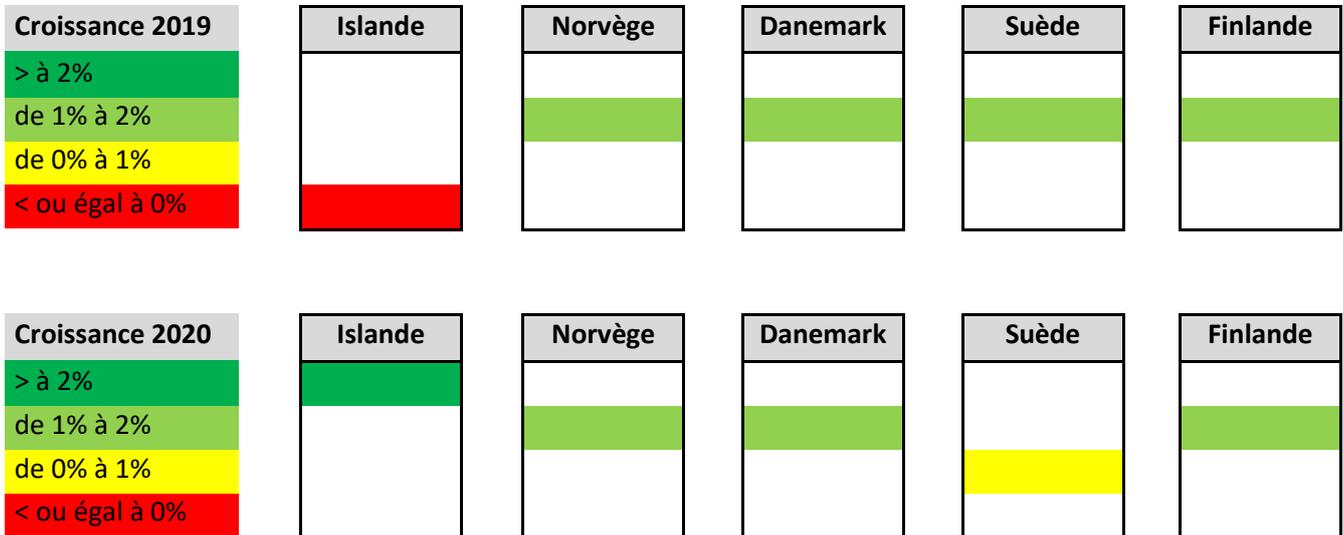


recommandations, en particulier la proposition visant à augmenter les sanctions en cas de non-respect grave des règles de bien-être animal. Une peine de prison ferme minimale de 6 mois sera désormais imposée, ainsi qu'une hausse de la durée maximale d'emprisonnement à 4 ans (contre 2 ans actuellement). Le gouvernement devrait également proposer que les délits mineurs soit sanctionnés par une amende plutôt que par un jugement administratif afin qu'un plus grand nombre de cas puissent être sanctionnés. Les amendes devraient être comprises entre 100 et 10 000 euros. Les sanctions visent à réduire le nombre de délits contre les animaux domestiques (chats, chiens, lapins en particulier) et contre les élevages (fermes, abattoirs, etc.).

Stratégie agroalimentaire. Le gouvernement présente un nouveau programme d'action nationale et annonce qu'il allouera 84 M€ sur la période 2020-2025 pour promouvoir la filière agroalimentaire. Conformément à l'Accord politique de Janvier du gouvernement rose-vert avec deux partis de centre droit (les Centristes et les Libéraux), le programme d'actions vise à renforcer la compétitivité du secteur agroalimentaire suédois au travers de la promotion des exportations, du développement de l'innovation et de la digitalisation des exploitations et de l'industrie agroalimentaire.



1. Prévisions de croissance pour les pays nordiques



Source : Commission Européenne, prévisions d'hiver (février 2019)

	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
	2019	2020	2019	2020	2019	2020	2019	2020	2019	2020
PIB										
Gouvernement	1,7	1,6	1,6	1,0	2,1	3,4	1,1	1,1	-	-
Banque centrale	1,8	1,7	1,3	0,9	2,0	2,3	1,2	1,3	-0,2	1,9
Institut stat./conj****	2,0	1,7	1,1	0,9	2,1	2,5	1,1	1,0	-0,2	1,7
Commission*	2,0	1,5	1,4	1,1	1,6	1,9	1,1	1,0	-0,2	1,8
FMI**	1,7	1,9	1,2	1,5	1,9	2,4	0,9	1,5	0,8	1,6
OCDE***	2,1	1,7	1,5	1,4	1,8	2,1	1,6	1,6	1,0	2,4
SEB	2,1	1,8	1,6	1,5	2,2	2,5	1,1	1,1	-	-
Nordea	1,8	1,7	1,5	1,0	2,6	2,1	1,0	1,3	-	-
Danske Bank	2,0	1,3	1,2	1,8	2,6	2,2	1,0	0,7	-	-

Source :

* Prévisions d'automne (novembre 2019)

** World Economic Outlook (avril 2019)

*** Perspectives économiques (mai 2019)

**** Suède : Konjunkturinstitutet (KI), Danemark : Conseil des Sages, Norvège : SSB, Finlande : ETLA, Islande : Statice

Code couleur des mises à jour :

En gras : mise à jour sans changement

En rouge : dégradation

En vert : amélioration



2. Autres indicateurs macroéconomiques

	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
	2019	2020	2019	2020	2019	2020	2019	2020	2019	2020
Déficit public										
Gouvernement	0,2	0,0	-1,0	-1,4	7,2	7,6	0,4	0,1	-	-
Commission*	2,2	0,5	-1,1	-1,4	8,4	8,5	0,3	0,1	0,9	0,4
FMI**	0,2	0,0	-0,7	-1,0	7,6	7,8	0,4	0,3	-0,7	0,1
OCDE***	0,3	0,2	-0,4	0,1	7,8	7,8	0,8	1,0	0,0	-0,2

	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
	2019	2020	2019	2020	2019	2020	2019	2020	2019	2020
Dette publique										
Gouvernement	34,6	33,5	58,5	58,8	-	-	34,9	33,9	-	-
Commission*	33,0	32,3	59,2	59,3	36,7	33,8	34,6	33,4	39,0	37,7
FMI**	33,0	31,8	58,9	59,1	40,0	40,0	36,9	35,4	33,6	31,5

	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
	2019	2020	2019	2020	2019	2020	2019	2020	2019	2020
Autres										
inflation (IPCH)*	0,8	1,3	1,2	1,4	2,3	2,0	1,7	1,5	3,3	2,8
cons. privée*	1,5	2,0	0,6	1,1	1,9	2,1	0,8	1,5	2,0	2,5
chômage (BIT)*	4,9	4,8	6,7	6,5	3,5	3,5	6,8	7,1	3,6	3,8

Source :

* *Prévisions d'automne (novembre 2019)*

** *World Economic Outlook (avril 2019)*

*** *Perspectives économiques (mai 2019)*

**** *Suède : Konjunkturinstitutet (KI), Danemark : Conseil des Sages, Norvège : SSB, Finlande : ETLA, Islande : Statis*

Code couleur des mises à jour :

En gras : mise à jour sans changement

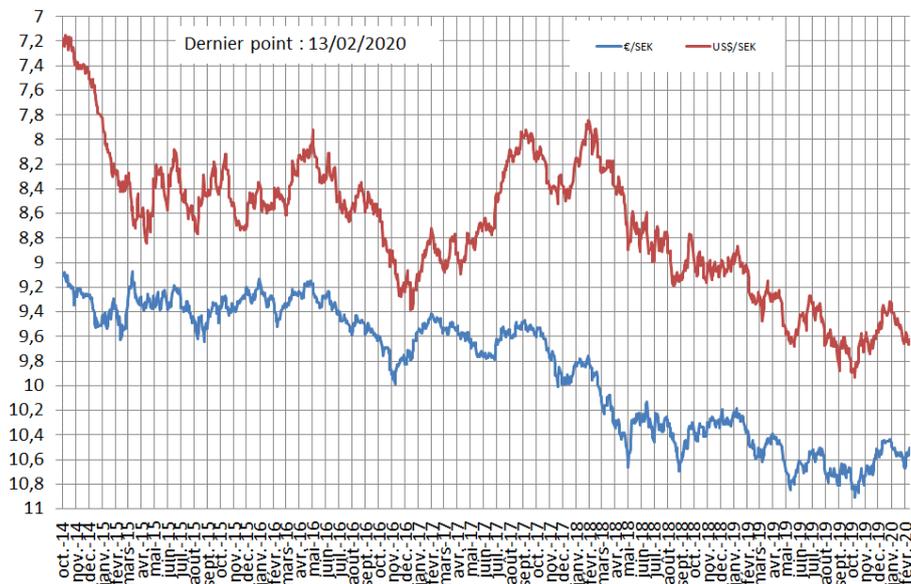
En rouge : dégradation

En vert : amélioration

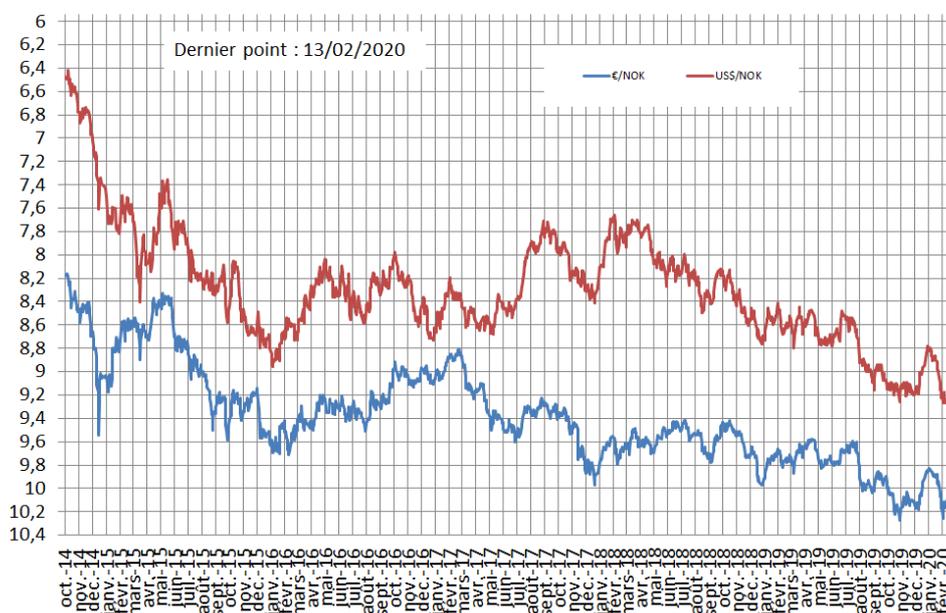


3. Evolution des taux de change

Couronne suédoise



Couronne norvégienne



Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique (adresser les demandes à

eric.duedal@dgtrésor.gouv.fr).

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Directeur de la publication : Eric Duedal (Chef du SER)

Revu par : Romain Saudrais (Conseiller financier)

Service Economique Régional (SER) de Stockholm

Ambassade de France en Suède

Adresse : Storgatan 11 // 114 44 Stockholm

Avec les contributions des Services Economiques de Copenhague (M. Bouteiller, M. Valeur, R. Duvernay, G. Aublé), Helsinki (P. Pouliquen, L. Vihinen, J. Zribi), Oslo (B. Zanghellini, J-M. Barrieu), de l'ambassade de France en Islande (G. Gallot) et du Service Economique Régional de Stockholm (F. Lemaître, R. Saudrais, J. Grosjean, E.-M. Mounier).